

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Transition écologique

Direction générale de l'aménagement, du
logement et de la nature

Direction de l'eau et de la biodiversité

Note technique du 5 novembre 2020

**relative au cadrage de la réalisation et de la mise à jour des inventaires faune-flore dans le
cadre des projets soumis à autorisation environnementale**

NOR : TREL2029079C

(Texte non paru au Journal officiel)

La ministre de la Transition écologique,

à

Pour attribution :

Préfets de région

- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE)

Préfets de département

- Direction départementale des territoires (DDT)
- Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM)

Préfet de Saint-Pierre et Miquelon

- Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM)

Pour information :

Secrétariat général du Gouvernement

Secrétariat général du MTES et du MCT / Service du pilotage et de l'évolution des services
(SPES)

Office français de la biodiversité (OFB)

Vice-présidence du Conseil général de l'environnement et du développement-durable (CGEDD)

Résumé : La note précise le cadrage de la réalisation et de la mise à jour des inventaires faune-flore pour les projets soumis à autorisation environnementale. Elle présente également pour les projets d'aménagement impliquant plusieurs niveaux d'aménageurs les possibilités et conditions d'usage des inventaires.	
--	--

Catégorie : modalités d'organisation et de procédure concernant l'instruction des autorisations	Domaine écologie, environnement
---	---------------------------------

Type : Instruction du gouvernement	et /ou	Instruction aux services déconcentrés	
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Circulaire abrogée :			
Date de mise en application : immédiate			
Pièce(s) annexe(s) : Annexe 1 : Objectifs de l'état initial en matière de biodiversité et des inventaires faune-flore Annexe 2 : Facteurs à prendre en compte pour déterminer les conditions d'actualisation des inventaires faune-flore			
N° d'homologation Cerfa :			

Les activités, installations, ouvrages ou travaux soumis à autorisation au titre des IOTA ou des ICPE doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement. Cette autorisation environnementale intègre le cas échéant les autorisations requises au titre de l'article L. 181-2 du code de l'environnement (par ex. la dérogation espèces protégées) ainsi que les mesures d'évitement, réduction et compensation adaptées. Le dossier de demande d'autorisation environnementale doit alors être constitué des éléments précisés aux articles R. 181-13 et suivants du code de l'environnement en fonction des autorisations nécessaires.

Parmi ces éléments demandés, est requise l'étude d'incidence, ou l'étude d'impact si le projet est soumis à évaluation environnementale au titre de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, permettant l'analyse des conséquences du projet sur l'environnement. La description de l'état actuel du site et de son environnement (aussi appelé « état initial ») est rendue obligatoire dans ces études au titre de l'alinéa II-3° de l'article R. 122-5 du code de l'environnement pour l'étude d'impact et de l'alinéa I-1° l'article R. 181-14 pour l'étude d'incidence.

Cadrage de l'inventaire faune flore

Pour décrire cet état initial en matière de biodiversité, des inventaires faune-flore doivent être réalisés en ce qui concerne le milieu naturel dans lequel s'insère le projet. Ceux-ci visent à déterminer sur le périmètre impacté par le projet la présence d'espèces, notamment protégées au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, la présence d'habitats de ces espèces dès lors qu'ils sont utilisés ou utilisables par les individus de ces espèces à partir des noyaux de populations existants, les habitats naturels ainsi que les éventuelles zones humides impactées directement ou indirectement. L'annexe 1 détaille les objectifs des inventaires faune-flore et de l'état initial.

Les lignes directrices nationales sur la séquence « éviter, réduire, compenser les impacts sur les milieux naturels », publiées par le ministère en charge de l'environnement en octobre 2013, fournissent dans la fiche n° 10 de ce document, « réaliser l'état initial », des recommandations pour l'élaboration de l'état initial en matière de biodiversité qui doivent être réalisés à l'occasion des projets d'aménagements et d'infrastructures (disponible à l'adresse suivante : http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DEFAULT/doc/IFD/IFD_REFDOC_TEMIS_0079094/lignes-directrices-nationales-sur-la-sequence-eviter-reduire-et-compenser-les-impacts-sur-les-milieu).

Pour tout projet nécessitant la réalisation d'inventaires faune-flore, lorsque le pétitionnaire sollicite une phase amont prévue au 1° de l'article L. 181-5 du code de l'environnement et dès lors que les informations sur le projet sont suffisantes, les services de l'État formalisent des éléments de cadrage concernant :

- un avis sur la délimitation de l'aire d'étude proposée par le pétitionnaire ;
- un avis sur la méthodologie d'inventaire proposée par le pétitionnaire ;
- la durée de validité de l'inventaire faune-flore au regard (i) de la sensibilité et des caractéristiques écologiques du site d'implantation du projet et (ii) des éléments apportés par le pétitionnaire. Sauf cas exceptionnel nécessitant une durée de validité inférieure au vu des caractéristiques biologiques spécifiques d'une espèce et d'enjeux particuliers en termes de conservation, la durée minimale de validité d'un inventaire faune-flore est de 3 ans après sa réalisation.

Usage de l'inventaire faune flore dans le cadre des projets de grande ampleur

Les projets d'aménagements industriels ou urbains de grande ampleur (en particulier les zones d'aménagement concerté ou ZAC, zones industrielles, zones portuaires) peuvent être réalisés en plusieurs temps et nécessiter plusieurs autorisations administratives : d'une part, un aménagement de premier niveau de la zone dont notamment la viabilisation des lots et d'autre part, des aménagements successifs de second niveau relatifs aux implantations d'ouvrages ou activités sur cette même zone.

Deux niveaux de porteurs de projets sont alors impliqués, les aménageurs de premier niveau de la zone, publics ou privés, et les aménageurs individuels, notamment industriels, cherchant à s'implanter sur cette zone, dits aménageurs de second niveau.

Ces deux niveaux de porteurs de projet peuvent être conduits à effectuer des demandes d'autorisation environnementale, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement. Dans ce cas, l'aménageur de premier niveau sollicite une autorisation environnementale couvrant a minima les aménagements des infrastructures de base du projet pour l'implantation, dans un second temps, des ouvrages nécessaires au projet des aménageurs de second niveau.

Par la suite, l'aménageur de second niveau cherchant à s'implanter dans cette zone aménagée, peut avoir à déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale comportant une étude d'impact ou une étude d'incidence, ou à porter à la connaissance du préfet la modification du projet initial.

Dans ce cadre, rien ne s'oppose juridiquement à ce que l'aménageur de second niveau s'appuie sur les données, études et analyses ayant servi à l'élaboration de l'étude d'impact ou d'incidence réalisée précédemment par l'aménageur de la zone. Le maître d'ouvrage de premier niveau peut à cet effet mettre à disposition des futurs occupants de la zone les données, études et analyses ayant servi à l'élaboration de l'étude d'impact ou d'incidence réalisée pour l'ensemble de la zone, ainsi que les données plus récentes, issues en particulier des suivis écologiques prescrits. Il est rappelé que tout pétitionnaire, en l'espèce l'aménageur de premier niveau, a l'obligation de mettre à disposition du public l'étude d'impact de son projet sur le site « projets-environnement.gouv.fr » en application des articles L. 122-1-VI et R. 122-12 du code de l'environnement, ainsi que les données brutes de biodiversité à verser sous format numérique en application de l'article L. 411-1 A du code de l'environnement. En l'occurrence, indépendamment des accords entre les

aménageurs de premier et second niveau de transmission des études, l'aménageur de second niveau peut donc disposer de ces données initiales.

Néanmoins, à l'issue des travaux d'aménagement sur le site, autorisés par l'autorisation environnementale de premier niveau, un certain laps de temps peut s'écouler avant la demande d'autorisation de second niveau au cours duquel le cortège d'espèces présent peut évoluer et des espèces peuvent recoloniser le terrain aménagé.

Dans ces circonstances, il est de l'intérêt de l'aménageur de premier niveau d'assurer un suivi régulier des espèces existantes sur le site à l'issue des travaux de premier niveau afin que des données de biodiversité à jour puissent être mises à disposition des maîtres d'ouvrage de second niveau en vue de leur implantation dans la zone aménagée. Cela permettra de gagner du temps lors de la délivrance des autorisations successives, ou du traitement des modifications ultérieures, renforçant ainsi l'attractivité de son aménagement.

Les services de l'État en contact avec l'aménageur de premier niveau lors de la phase amont de la demande d'autorisation environnementale prévue par l'article L. 181-5 du code de l'environnement sont invités à proposer lors de ces échanges cette démarche de suivi, en attirant l'attention de l'aménageur sur les bénéfices attendus d'une telle démarche visant à décharger chacun des maîtres d'ouvrage de second niveau de la réalisation individuelle complète d'un inventaire faune-flore.

Si cette démarche de suivi est acceptée par l'aménageur de premier niveau, l'arrêté initial d'autorisation de l'aménageur de premier niveau prévoit dans ses prescriptions, au titre de l'article R. 181-43 du code de l'environnement, des conditions particulières de suivi des espèces durant la période entre la réalisation des aménagements de premier niveau des infrastructures de base et l'implantation effective de l'aménageur de second niveau, adaptées à la zone aménagée tant en termes de fréquences que d'espèces à rechercher.

Ces conditions de suivi dépendront particulièrement de la qualité de l'état initial réalisé par l'aménageur de premier niveau qui doit permettre d'apprécier l'évolution de l'état de l'environnement dans la zone et en périphérie du projet, mais aussi du type de milieu et d'espèces en présence et de leur dynamique propre. Les facteurs à prendre en compte pour définir les fréquences et conditions d'actualisation des inventaires faune-flore sont précisés en Annexe 2.

Le suivi doit ainsi permettre de connaître le maintien ou l'évolution des écosystèmes dans la zone aménagée et éventuellement d'observer l'apparition potentielle d'espèces protégées postérieure à la réalisation des aménagements de premier niveau et le cas échéant, d'en caractériser l'importance d'un point de vue écologique. L'aménageur de premier niveau peut par ailleurs, dans le cadre de ce suivi, mettre à jour les données de biodiversité de son projet sur le site de dépôt légal des données de biodiversité.

Ainsi, l'aménageur de second niveau peut exploiter les inventaires faune-flore initialement réalisés par l'aménageur de premier niveau dans le cadre de la procédure qui lui sera nécessaire pour son installation dans la zone aménagée. À condition que ces inventaires soient actualisés selon des conditions préalablement fixées par arrêté préfectoral et de qualité suffisante, ils doivent être acceptés par les services instructeurs chargés de l'instruction des dossiers des aménagements de second niveau.

Si une espèce protégée au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement est découverte lors de ce suivi, deux possibilités sont laissées aux porteurs de projet des deux niveaux. Si cette découverte a lieu lors d'une modification apportée à la zone aménagée faisant l'objet de l'autorisation initiale, l'aménageur de premier niveau portera alors à la connaissance du préfet tous les éléments d'appréciation pertinents, y compris au regard des espèces concernées, ce qui pourra donner lieu le cas échéant à un arrêté préfectoral complémentaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement. À défaut, l'aménageur de second niveau intégrera la demande de dérogation espèces protégées dans sa demande d'autorisation environnementale.

La démarche décrite ci-dessus peut également être mise en œuvre dans le cadre de projets déjà autorisés, au sein desquels les aménagements de second niveau restent à venir.

Les services sont ainsi encouragés à valoriser l'intérêt de cette démarche, auprès des aménageurs de premier niveau disposant d'ores et déjà d'une autorisation environnementale, et à les inviter, s'ils le souhaitent, à déposer un porter-à-connaissance proposant la mise en œuvre d'un suivi répondant aux principes de la présente note, que le préfet pourra ensuite acter dans le cadre d'un arrêté complémentaire.

La présente note sera publiée au bulletin officiel du ministère de la Transition écologique ainsi que sur le site <http://circulaire.legifrance.gouv.fr/>.

Fait, le 5 novembre 2020

Pour la ministre et par délégation,

Le directeur de l'eau et de la biodiversité,

O. THIBAUT

Annexe 1 : Objectifs de l'état initial en matière de biodiversité et des inventaires faune-flore

Les inventaires faune-flore visent à déterminer sur le périmètre impacté par le projet la présence d'espèces, notamment protégées au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, la présence d'habitats de ces espèces dès lors qu'ils sont utilisés ou utilisables par les individus de ces espèces à partir des noyaux de populations existants, les habitats naturels ainsi que les éventuelles zones humides présentes sur l'emprise du projet.

L'état initial du site et de son environnement auquel concourent les inventaires faune-flore doit en outre permettre d'appréhender les liens fonctionnels entre les espèces et leurs milieux ainsi que les continuités écologiques, non seulement sur le site où s'implante le projet mais sur une aire plus large au sein de laquelle les effets directs et indirects du projet sont susceptibles d'être rencontrés. Il doit permettre en outre d'évaluer l'évolution probable de cet environnement.

Le niveau d'approfondissement de l'état initial et de l'inventaire faune-flore dépend des données de biodiversité disponibles déjà existantes (par exemple, dans les plans de planification portuaires, sur le site de dépôt légal des données de biodiversité, dans l'inventaire national du patrimoine naturel, dans les dossiers d'autorisation environnementale ayant bénéficié d'un arrêté...) sur lesquelles ils peuvent s'appuyer, des enjeux écologiques rencontrés sur le site d'implantation et à sa périphérie ainsi que des caractéristiques et des effets spécifiques du projet. Pour ce recueil préliminaire de données, les services de l'État (DREAL, DDT(M)) et d'autres structures comme l'Office Français de la Biodiversité, l'Office national des forêts ou les Agences de l'eau peuvent en outre être sollicités.

Annexe 2 : Facteurs à prendre en compte pour déterminer les conditions d'actualisation des inventaires faune-flore

Du fait de la diversité des situations écologiques rencontrées qui ne permettent pas de fixer de manière générale des délais de mise à jour des inventaires faune-flore, l'actualisation de l'inventaire dépendra des facteurs suivants :

- qualité des inventaires initiaux : conditions/ périodes favorables ou défavorables dans lesquelles les inventaires se sont déroulés ; bonne caractérisation des cortèges d'espèces, de l'état des populations, des habitats, de leur trajectoire écologique et des potentialités des milieux ; aptitude des inventaires à une bonne traduction des fonctionnalités écologiques perturbées par le projet dans la durée ;
- qualité de l'appréciation des effets/impacts du projet, permettant d'apprécier correctement dans la durée la sensibilité des enjeux écologiques rencontrés ;
- type d'habitats rencontrés et leur dynamique évolutive prévisible ;
- dynamique des espèces présentes sur le site et à proximité fonctionnelle ;
- type de modifications induites par des travaux préparatoires ayant eu lieu après délivrance de l'autorisation initiale et probabilité d'installation de nouvelles espèces au regard des connaissances sur la dynamique de ces populations.